

## **Les différents impacts de Mai 68 aux Antilles françaises : trajectoires et circulations des militants antillais au sein des gauches révolutionnaires et anticolonialistes**

### ***Introduction***

Cette contribution propose d'étudier l'influence des événements de Mai 1968 en France sur le militantisme et les conflits sociaux aux Antilles françaises des années 70 à nos jours<sup>1</sup>, en s'appuyant sur une analyse des trajectoires et des circulations des militants politiques et syndicaux antillais qui ont pu séjourner en France métropolitaine entre 1965 et 1975<sup>2</sup>. Notre travail poursuit deux objectifs fondamentaux : le premier, classique dans la sociologie des mobilisations et de l'action collective, est de caractériser un collectif militant particulier – que nous désignerons, par commodité, comme appartenant à une même « génération » (Muxel, 2011). Cet effort de caractérisation s'appuiera sur un examen portant à la fois sur l'histoire des organisations en présence, leur sociographie, ainsi que les trajectoires et les circulations de leurs membres durant la période étudiée. Le second objectif, à la fois empirique et théorique, consiste à rendre compte du rôle d'événements contestataires d'ampleur, tels qu'ont pu l'être les événements de Mai 68, pour les militants de cette période. Il s'agit d'en restituer la superficie pour attester de l'influence de ces événements sur l'action collective parmi les militants de cette génération. C'est-à-dire, in fine, de montrer en quoi ces événements ou, tout au moins, le rapport à ces événements se révèle structurant pour les développements ultérieurs de la conflictualité politique et sociale. Cette entrée par l'événement doit nous permettre de restituer les contextes politiques tels qu'ils nous ont été décrits par les acteurs issus de cette matrice politique et, ainsi, de penser la concomitance entre des espaces militants généralement séparés par l'historiographie de la contestation en France – s'agissant notamment des luttes de libération nationale et des gauches dites « alternatives » ou « révolutionnaires » - en lien avec les particularismes locaux de la conflictualité aux Antilles.

---

<sup>1</sup> Cette étude s'enracine d'abord dans un constat empirique. Travaillant sur les coalitions protestataires actives durant la grève générale de 2009, nous nous sommes rendu compte du fait que nombre de dirigeants syndicaux qui agissaient comme des entrepreneurs de mobilisation – comme porte-paroles, dirigeants ou animateurs de ces coalitions – et qui occupaient, par ailleurs, des responsabilités dans les activités de direction des syndicats les plus impliqués, appartenaient à cette « génération militante » issue de la matrice anticolonialiste des années 70 et influencés par le Mai français. Il est à noter que nombre des militants enquêtés sur lesquels se basent notre enquête sont toujours actifs aujourd'hui - malgré leur âge avancé, occupent des responsabilités tout-à-fait centrales dans leurs syndicats respectifs, et ont été des acteurs-clé des coalitions l'on a vu se développer ces dernières années avec le collectif LKP (pour *Liyannaj Kont Pwofitasyon* – unité contre l'exploitation) en Guadeloupe et le K5F (pour *Kolektif 5 févrile* – collectif du 5 février) en Martinique.

Partant de cet objectif général, cette contribution se propose de souligner le degré d’imbrication des phénomènes contestataires hexagonaux et antillais au regard des circulations militantes, des formes d’hybridations théoriques et idéologiques rencontrées, en choisissant les Antilles françaises comme un point d’intersection entre des mondes contestataires qui permet d’observer les effets de ces circulations et de ces influences sur l’apparition d’un univers contestataire original. Pour ce faire, notre travail se basera sur les récits de vie des militants politiques et syndicaux de cette période, dans la mesure où ceux-ci nous permettent de rendre compte de leurs trajectoires, c’est-à-dire des parcours marqués par l’engagement individuel que par des cadres collectifs, à la fois au contact des différentes organisations – avec leur histoire, leurs modes de fonctionnement et de recrutement propres – et des mobilisations sociales (McAdam, 1986 ; Johsua, 2007 ; Pagis, 2014). En effet, pour nombre de militants de la génération enquêtée – qui sont devenus des responsables syndicaux ou politiques et que l’on retrouvera par la suite lors du mouvement LKP ou du K5F, les années 70 ont constitué une époque déterminante de leur socialisation politique à l’extrême-gauche, et les années 80 une période de construction syndicale.

Par conséquent, ces questionnements d’ordre socio-historique porteront principalement sur les catégories mobilisables pour décrire et analyser les mobilisations sociales antillaises, au vu des continuités et des discontinuités présentées par les formes de militantisme et les registres d’action collective déployés simultanément en métropole et aux Antilles durant les années soixante-dix. De ce fait, cette contribution n’a pas seulement été pensée comme une analyse complémentaire à la longue liste de celles portant déjà sur les événements de Mai 68 en France, mais se propose d’interroger les frontières érigées entre deux aires géographiques distinctes qui auraient mécaniquement produit des univers contestataires hermétiquement cloisonnés. Notamment, ce travail entend questionner l’affirmation problématique selon laquelle les mobilisations étudiantes auraient mécaniquement échu au « premier monde » (Daily, 2012) – bien que celles-ci s’accompagnent, dans le cas français notamment, de mobilisations ouvrières d’ampleur. Ces mobilisations étudiantes, largement décrites comme caractéristiques de la naissance de la « deuxième gauche » seraient le signe le plus visible d’une certaine autonomisation du mouvement social vis-à-vis du jeu politique et des partis communistes occidentaux. En somme, elles illustreraient une deuxième gauche inscrite dans les coordonnées de la décennie, en phase avec l’air agité de la contestation : témoignant à la fois de la diversification des acteurs et des enjeux de lutte et d’une certaine radicalisation des mouvements contestataires, mais sans couvrir l’ensemble des processus qui conduisent à cette diversification, ou qui expliquent l’adhésion à des organisations et des collectifs se singularisant par un profil de mobilisation plus radical, au sens idéologique comme dans ses aspects pratiques.

### ***Un espace de l’anticolonialisme ?***

Encore peu étudiée en dehors de l’historiographie militante, la fin des années soixante et le début des années soixante-dix constituent en effet un tournant militant dans la vie politique de la Guadeloupe et de la Martinique, au cœur d’une période marquée par une forte conflictualité et une certaine autonomisation de l’espace des mouvements sociaux<sup>3</sup>. Jusqu’à la fin des années soixante-dix, la conception de l’anticolonialisme qui prévaut dans le mouvement ouvrier aux Antilles et celle d’un anticolonialisme révolutionnaire. D’abord porté par le mouvement de la gauche communiste, puis par des mouvements d’extrême-gauche et des mouvements indépendantistes, cet anticolonialisme identifie dès la fin de la seconde

---

<sup>3</sup> Pour reprendre le concept de Lilian Mathieu, et souligner le caractère symétrique de cette autonomisation de l’espace des mouvements sociaux en France métropolitaine et aux Antilles françaises durant les années 70. Voir MATHIEU, Lilian. *Les années 70, un âge d’or des luttes ?* Paris : Textuel, 2010, 141 p.

guerre mondiale le colonialisme à la terreur contre les militants ouvriers, associant étroitement lutte contre le colonialisme et lutte révolutionnaire<sup>4</sup>. A la fin des années soixante, le développement d'organisations « indépendantistes » et « gauchistes » au détriment des partis communistes locaux<sup>5</sup> voit se réaliser la prolifération de groupes politiques qui rivalisent de radicalité et de virulence contre le pouvoir colonial: agitation auprès des secteurs ouvriers, grèves, manifestations, actions de sabotage, contestation du BUMIDOM<sup>6</sup>, etc.

Cet espace de l'anticolonialisme antillais, récemment émergé, fait écho aux préoccupations des populations insulaires et aux velléités contestataires parmi la jeunesse antillaise. En parallèle, il faut également rappeler que la guerre d'indépendance d'Algérie et la révolution cubaine vont constituer des « modèles » pour l'expression de revendications indépendantistes parmi la jeunesse radicalisée, comme en témoignent les tentatives d'organisation de l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise (OJAM) en Martinique ou du Groupement des Organisations Nationalistes Guadeloupéennes (GONG) en Guadeloupe. Cependant, ces références anticolonialistes et les figures militantes et intellectuelles qui les incarnent – si l'on songe à l'influence de personnalités telles que Franz Fanon en Martinique ou à Sony Rupaire en Guadeloupe - demeurent avant tout politiques et sont, par ailleurs, éloignées voire hostiles à l'activité syndicale<sup>7</sup> dont nous entendons montrer les ressorts<sup>8</sup>.

---

<sup>4</sup> Pour plusieurs raisons, il nous semble hasardeux d'inclure complètement les années 1945 à 1965 à notre étude, et de désigner ces années comme des périodes de « politisation » des responsables syndicaux actuels, quoique nombre d'enjeux politiques et syndicaux propres à cette période émaillent encore la perspective adoptée par les militants syndicaux. Il nous paraît plus judicieux d'esquisser un arrière-plan culturel qui présente les événements marquants de ces deux décennies politiques, en partant du principe que ces événements reviennent de façon suffisamment récurrente dans le discours des enquêtés pour être jugés signifiants, notamment lorsqu'il s'agit d'évoquer ou justifier les formes d'organisation ultérieures. De nombreux épisodes de grèves et d'affrontements au sortir de la seconde guerre mondiale et durant la période de la départementalisation ponctuent la vie des organisations ouvrières antillaises qui gravitent autour du Parti Communiste durant toutes les années 50, notamment pour faire appliquer aux Antilles les mesures sociales adoptées par le gouvernement issu du Conseil National de la Résistance : salaire minimum, sécurité sociale, allocations familiales, droits à la retraite ou même congés payés . Malgré cette forte dimension contestataire, l'action syndicale demeure largement inféodée aux directives du Parti Communiste et ne présage pas des caractéristiques qui feront sa spécificité par la suite – à savoir une politique d'insubordination anticoloniale qui se superpose aux luttes syndicales visant à l'augmentation des salaires ou à l'amélioration des conditions de travail.

<sup>5</sup> Anciennes fédérations du PCF jusqu'à la départementalisation de 1947, le Parti communiste Guadeloupéen et le Parti Communiste Martiniquais nés étaient jusque-là hégémonique sur le plan électoral, et jouaient un rôle central dans l'encadrement et le développement des luttes ouvrières dans les deux îles.

<sup>6</sup> Au début des années 1960, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion sont en crise : le chômage plonge toute une partie de la population dans la misère, la démographie galopante menace les îles de surpopulation, les mouvements indépendantistes se développent. Pour tenter de mettre un terme à l'agitation, Michel Debré, alors ministre de l'Intérieur crée le Bureau des Migration des Départements d'Outre-mer en 1963, une société d'Etat qui offre gratuitement aux Antillais et Réunionnais un aller sans retour vers la métropole, un logement et une promesse d'emploi. Cette proposition a deux objectifs : éloigner les contestataires de leur île natale et combler le manque de main-d'œuvre en France métropolitaine. Plus de 150 000 hommes et femmes transitent par ses structures faisant de la migration ultra-marine la plus importante migration intérieure qu'ait connue la France.

<sup>7</sup> En Guadeloupe, il faut par exemple attendre l'échec de l'insurrection de mai 1967 et la répression féroce qui lui a fait suite pour que les militants des différentes organisations anticolonialistes décident d'investir les organisations syndicales pour y réaliser du « travail de masse » au milieu des années 70, avec la création de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG).

<sup>8</sup> Ainsi, le passage des organisations de travailleurs à la lutte armée étant notamment théorisé par le Martiniquais Franz Fanon dans *Les Damnés de la Terre*, un ouvrage publié en 1961 dont la portée auprès des militants anticolonialistes antillais en rupture avec le Parti Communiste sera considérable. En effet le geste de retournelement de violence du colonisé vers le colon -tout comme les références aux soulèvements anticolonialistes en Algérie, à Cuba ou en Indonésie- tient lieu de « mythe fondateur » de la prise de conscience

D'où provient ce dynamisme des luttes sociales ? S'il ne s'agit pas de minimiser le poids de mouvements contestataires endogènes, il nous semble également nécessaire de revenir sur la place des événements de mai 68 en France, qui seront suivis d'un important développement des organisations d'extrême-gauche aux Antilles françaises – notamment du fait du retour au pays de nombreux jeunes militants profondément marqués par la contestation étudiante de 68 et socialisés à l'action collective dans la foulée du Mai français. Dès lors, il s'agit de comprendre comment les logiques qui sous-tendent l'existence d'un espace de l'anticolonialisme rencontrent celles portées par des collectifs qui se donnent pour but la transformation de la société et sont acteurs d'autres conflits - des logiques propres au champ anticolonialiste qui se déclinent dans des activités telles que le syndicalisme, la production théorique et la critique sociale, mais aussi dans le caractère composite des identités socio-culturelles des entités « postcoloniales » que sont la société guadeloupéenne et la société martiniquaise. En somme : de concevoir les relations dialectiques entre l'espace de l'anticolonialisme et celui des luttes sociales, au-delà de la revendication d'une politique anticolonialiste.

## **Origine sociale et circulation des militants antillais**

C'est d'abord à l'aune d'une sociographie militante particulière que nous souhaitons rendre compte de la place des événements de mai 68 dans les trajectoires de nombreux militants antillais. Nombre de militants interrogés s'auto-décrivent d'ailleurs comme étant issus ou comme faisant partie de la « petite bourgeoisie ». De cette caractérisation sociale, nous souhaitons faire ressortir ce qui, du point de vue des dispositions ou des constructions idéologiques, a pu créer un réceptacle favorable – une caisse de résonnance - pour l'explosion contestataire de Mai 68 et, par la suite, montrer comment les différentes réactions à ce que les militants antillais désignent comme « le Mai français » vont se traduire par des formes d'engagement anticolonialistes et révolutionnaires. Il s'agira notamment d'envisager les effets du mai français à partir du parcours des militants antillais dans leur dimension processuelle (Fillieule, 2001) à partir des différentes étapes de leur carrière scolaire : nous verrons d'abord les lycées comme des lieux « sous tension », censés remplir une fonction de sélection sociale élitaire et méritocratique, mais agissant aussi comme des lieux de politisation particuliers. Puis nous envisagerons la mobilité vers la métropole comme un facteur de socialisation politique et de radicalisation pour une part importante des étudiants antillais, notamment au travers des cercles d'étudiants caribéens, qui deviennent des lieux d'apprentissage militants et suscitent des formes différencierées d'engagement auprès de la cause indépendantiste et de l'extrême-gauche.

### ***Les lycées antillais, des « lieux sous tensions »***

On peut noter qu'un premier trait important tient à l'homogénéité de la composition sociologique du corps militant que l'on va retrouver à l'avant-garde de l'extrême-gauche et de la contestation indépendantiste aux Antilles. Il faut en effet savoir que la part de la jeunesse

---

et de l'organisation collective, même si ce passage à la lutte armée a concerné un nombre assez réduit de militants. On peut, en revanche, remarquer que les actions de lutte armée qui ont eu cours en Guadeloupe jusqu'à la fin des années 1980 ont concerné les militants indépendantistes et les militants trotskistes. Voir à ce sujet : FANON, Frantz. *Les damnés de la terre*. Maspero Paris : 1961, 311 p. Sur les événements composant le soulèvement de « mai 67 » en Guadeloupe et la répression qui s'en est suivie, voir également les ouvrages de Gama & Sainton et Tomiche : GAMA, Raymond, SAINTON, Jean-Pierre. *Mé 67 : Mémoire d'un événement*. Pointe-à-Pitre : Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion, 1985, 263 p ; TOMICHE, Paul. *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe : Tome 2, Mai 67, La Répression*. Paris : L'Harmattan, 2008, 280 p.

qui parvient jusqu'aux études supérieures, bien que restreinte, s'accroît considérablement au cours des années 50. C'est dans ces fractions étudiantes et radicalisées de la jeunesse, souvent issue de la petite bourgeoisie intellectuelle et scolarisée en France métropolitaine, que surgissent les premières velléités d'organisation d'un mouvement antillais de libération nationale. Dans le cas martiniquais comme dans le cas guadeloupéen, le nombre de responsables politiques puis syndicaux issus de la petite bourgeoisie intellectuelle et des classes moyennes ayant connu une forme d'ascension sociale au travers des études supérieures se révèle extrêmement important, d'autant plus si l'on ramène ce nombre à la faible part d'individus ayant pu accéder à ce niveau d'éducation à la même époque aux Antilles françaises.

Durant les années 60-70, les deux lycées antillais qui préparent le baccalauréat (le lycée Carnot à Pointe-à-Pitre et le lycée Schoelcher à Fort-de-France) deviennent de véritables foyers d'agitation contestataire et de politisation, de nombreux lycéens s'intéressent aux idées marxistes et débattent de la situation aux Antilles. C'est d'abord dans les lycées que nombre de militants prennent conscience de leur place particulière dans la société antillaise – celle d'une élite intellectuelle mise en avant par les pouvoirs publics pour attester des potentialités d'ascension sociale par la voie méritocratique – et, par extension, d'intégration ou d'assimilation. Une position qui suscite, dans un contexte de tensions sociales liées à l'épuisement du marché du travail et à la cherté de la vie, des réflexions critiques à l'encontre des inégalités et une appétence particulière pour les idées révolutionnaires, notamment pour le marxisme :

« Dans un contexte colonial, quand tu accèdes à ce niveau de compréhension des choses, que tu accèdes aux études, tu ne peux pas ne pas t'engager politiquement. A l'époque il était quasiment obligatoire de prendre position politiquement au lycée Schoelcher, ceux qui n'étaient pas marxistes-léninistes étaient l'objet de moqueries. Si vous n'étiez pas marxiste, c'est que quelque chose ne tournait pas rond, que vous étiez un peu demeuré »<sup>9</sup>.

Un témoignage qui fait écho à celui d'Alex Lollia, issu d'une famille communiste guadeloupéenne, et qui se retrouve aujourd'hui responsables de la Centrale des Travailleurs Unifiés, après avoir fréquenté des organisations à la gauche du Parti Communiste. C'est avant tout son parcours scolaire et la fréquentation de ces groupes qui ont engendré une défiance progressive envers le PC, dans une période qu'ils décrivent comme « tumultueuse ». Comme l'explique Alex Lollia :

« Moi, je venais d'une famille d'ouvriers communistes. Le quartier où nous habitions à Pointe-à-Pitre était un quartier populaire sous coupe réglé d'un responsable CGT membre du PC, qui s'appelait Génies. C'était un stalinien, mais un stalinien de première. En même temps, il faut s'imaginer que le PC régissait toute la vie du quartier, le travail. C'est là-dedans que j'ai grandi : dire que j'ai appris à écrire en rédigeant des tracts, ce serait beaucoup dire. Mais comme j'étais bon élève, et que peu de gens savaient lire, je m'appliquais au service des ouvriers du coin, quand il y avait un appel à la grève, à la manifestation et qu'il fallait écrire quelque chose. [...] Et puis, quand je suis parvenu au lycée, c'était les années d'après 68, il y avait un milieu particulièrement contestataire. Avec toutes sortes de courants possibles et imaginables : des « maos », des trotskystes, des bordiguistes, des conseillistes, des anarchistes, enfin tout quoi. Moi je me suis tourné vers les militants trotskystes de Combat Ouvrier, dans un premier temps. Mais le cadre ne me plaisait pas, c'était trop rigide, trop sectaire, quelque part. »<sup>10</sup>

<sup>9</sup> Entretien avec Daniel Marie-Sainte, ancien

<sup>10</sup> Entretien avec Alex Lollia, secrétaire général de la Centrale des Travailleurs Unis et ancien membre du Groupe Révolution socialiste en Guadeloupe, février 2012.

Pour ces militants ou ces futurs militants des gauches révolutionnaires et indépendantistes, le fait de partir pour la métropole afin de poursuivre des études supérieures une fois le baccalauréat obtenu prend la forme d'une obligation. Cette mobilité vers la métropole, souvent conditionnée par des accessits et des bourses au mérite ouvrant la porte des internats d'excellence et des écoles normales, est l'objet d'une attention particulière de l'administration scolaire et du rectorat, qui usent d'arguments disciplinaires pour faire pression sur les militants les plus actifs, considérés comme des meneurs de l'agitation lycéenne. Ce qu'explique Gilbert Pago, militant historique du Groupe Révolution socialiste passé par la jeunesse communiste :

« Du fait de mon implication politique, de mon appartenance à la jeunesse communiste et de la part active que nous avions pris aux côtés des ouvriers du bâtiment en 1959<sup>11</sup>, j'étais visé et mis à l'index. On m'a d'abord refusé d'aller étudier en France, et ce malgré mes résultats. Il a fallu que mes professeurs insistent, qu'une nouvelle vague de protestation se fasse entendre dans le lycée pour que je puisse partir étudier. »<sup>12</sup>

Cette dynamique de protestation et d'agitation qui agite les lycées antillais est donc partie intégrante de la matrice contestataire dont sont issus les militants et les militantes de cette période. Elle doit cependant être complétée par un autre élément important de la socialisation militante des jeunes antillais, qui s'opère au moment du départ pour la métropole : les cercles d'étudiants caribéens.

#### *Les cercles d'étudiants caribéens (AGEC, AGEM, AGEG)*

A proprement parler, il est difficile de dire que Mai 68 aurait déclenché une vague de mobilisation contestataire parmi la jeunesse antillaise. En effet, on remarque que nombre de militants antillais « exilés » en France ont été marqués par un vif intérêt pour la mouvance anticolonialiste et les luttes de libération nationale et, parfois, par un rapport de défiance vis-à-vis du PC. Ce rapport apparaît clairement dans la mise en récit de l'engagement juvénile telle qu'elle est opérée par des responsables syndicaux et politiques. Ces récits, qui passent généralement par le détournement d'un discours rétrospectif de mise en contexte, nous permettent de saisir certaines récurrences dans les trajectoires des futurs leaders politiques et syndicaux, comme la participation aux assemblées générales des étudiants caribéens. Ces cercles d'étudiants, généralement regroupés sous l'égide de l'AGEC (Association Générale des Etudiants Caribéens) sont présents dans de nombreuses villes de France : on en trouve des traces dans les différentes facultés parisiennes (notamment les plus marquées à gauche : à la Sorbonne, Nanterre, Vincennes, etc.) mais également dans de nombreuses villes de province : Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Lille ou Limoges<sup>13</sup>.

Pour les Antillais qui étaient déjà engagés dans des organisations politiques, en tant que militants ou en tant que dirigeants avant de se rendre en France métropolitaine pour leurs

<sup>11</sup> En décembre 1959, une vague d'agitation ouvrière gagne la région de Fort-de-France suite à un banal accident de circulation, donnant lieu à une mobilisation importante de certains secteurs ouvriers, dont ceux du bâtiment. La mobilisation, en partie impulsée par des militants communistes oppositionnels face à la ligne départementaliste, débouchera sur des affrontements très durs durant trois jours et se soldera par la mort de trois manifestants, abattus par la police. A propos de ces événements, on lira avec intérêt l'ouvrage de Louis-Georges Placide : PLACIDE, Louis-Georges. *Les émeutes de décembre 1959 en Martinique : Un repère historique*. Paris : L'Harmattan, 2009, 256 p.

<sup>12</sup> Entretien avec Gilbert Pago, historien et dirigeant du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

<sup>13</sup> Cette énumération ne rend pas compte de façon exhaustive du maillage géographique de l'AGEC, mais se limite, pour l'instant, à la restitution des principaux foyers au sein desquels les enquêtés ont pu militer à un moment de leur itinéraire militant.

études, l’engagement anticolonialiste dans les cercles d’étudiants caribéens et présenté comme découlant logiquement de leur appréciation de la situation sociale et économiques aux Antilles françaises. C’est « *tout naturellement* » qu’ils se tournent vers les cercles d’étudiants caribéens, qu’ils décrivent comme le support organisationnel principal destiné à devenir des organes de politisation et d’agitation étudiante sur la base de leur engagement anticolonialiste. Outre cette fonction de rassemblement des étudiants antillais, les assemblées d’étudiants caribéens sont, dans les années 60, perçues par les militants les plus impliqués comme des instances de formation de cadres préparant l’indépendance, au carrefour de différentes aires géographiques colonisées ou récemment indépendantes. Les Assemblées Générales d’Etudiants Caribéens deviennent à ce moment des « écoles du nationalisme » - pour reprendre la formule de l’historien Andrew Daily – où une grande partie des débats et de la production intellectuelle sont clairement destinés à une prise de conscience nationale et à une territorialisation des enjeux politiques<sup>14</sup>. On y retrouve, dans un premier temps, les étudiants antillais, africains et asiatiques soucieux de discuter des implications politiques du processus de décolonisation et du rôle du Parti Communiste. Les militants de la fin des années soixante expriment leur attachement aux figures tutélaires que pouvaient représenter, à leur yeux, les intellectuels et militants qui les avaient précédés sur le chemin de l’exil étudiant vers la métropole, ici désignés comme la « génération de la décolonisation » :

« Avant nous, c’était de grands intellectuels comme Senghor, comme Fanon. En intégrant la classe préparatoire en lettres à Henri IV, on était au contact de tous les jeunes intellectuels, des gens brillants, qui venaient de toute l’Afrique francophone. Nous avions le sentiment de marcher dans les traces de cette génération de la décolonisation. »<sup>15</sup>

Aux Antilles, pourtant, la décolonisation reste à faire. Les membres du Groupement des Organisations Nationalistes de la Guadeloupe (GONG) et de l’Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise (OJAM) entrent donc en confrontation directe avec la ligne défendue à l’époque par le Parti Communiste, opposé à une insurrection armée contre l’Etat français, et partisan d’une forme de soutien « distant » aux mouvements de libération nationale. Le Parti Communiste, encore hégémonique en Guadeloupe sur le plan politique et syndical *via* la CGT, se retrouve dans une position particulièrement délicate. En effet, il défend une ligne d’« autonomie associée » avec la France métropolitaine, en s’appuyant principalement sur son ancrage électoral et son implantation parmi la population salariée. Outre les « bastions communistes » guadeloupéens où le Parti Communiste chaperonne les réseaux de sociabilité selon un modèle similaire à sa gestion municipale en métropole, plusieurs députés Guadeloupéens siègent sur les bancs de l’Assemblée. Inspirés par la récente victoire du Front de Libération Nationale algérien, les militants du GONG redoublent d’effort pour populariser la lutte indépendantiste, avec une activité propre « *d’endoctrinement de la jeunesse sur la base de l’engagement anti-impérialiste* », et ainsi marginaliser le PC local :

« - *D'où venait le GONG ?*

- Le GONG, le grand moment des années 62-63, ce sont les étudiants de l’Association des étudiants de Guadeloupe (AGEC), suite à une rencontre Antilles-Guyane qui avait eu lieu à Paris en 1961. Là, c’était les guadeloupéens qui posaient les questions franches sur l’évolution de la Guadeloupe : “Restera-t-on dans le giron français ? Comment en sortir ?”. C’était l’époque de la période révolutionnaire à Cuba, Castro venait de prendre le pouvoir en 59. Donc en 60 les étudiants revenant en vacances en Guadeloupe en juin-juillet 60 ont organisé les premières manifestations avec les jeunes de Guadeloupe sur place, en posant les vrais

<sup>14</sup> DAILY Andrew « Race, Citizenship, and Antillean Student Activism in Postwar France, 1946–1968 », *French Historical Studies*, Vol.37-2 : printemps 2014, pp. 331-35.

<sup>15</sup> Entretien avec Edouard De Lépine, historien, ancien dirigeant de la Jeunesse Communiste puis du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

problèmes de la Guadeloupe en termes de libération nationale et de choix de société. C'est dans ce bouillonnement qu'est né le GONG, après que l'Etat français ait dissout l'AGEC. [...] C'est dans cette époque que les guadeloupéens ont décidé de créer le Groupe d'Organisations Nationales Guadeloupéennes. Il y a eu création à Paris mais tout de suite dans la foulée, on a installé le GONG en Guadeloupe. Avec les premiers militants dont j'ai fait partie. »<sup>16</sup>

Pour les groupes mobilisés, la crise de mai 67 en Guadeloupe précise cette première définition : face aux insuffisances de la départementalisation, le colonialisme et ses legs apparaissent comme une étape dans le processus de décomposition de la démocratie « bourgeoise ». Il s'agit donc, pour l'aile la plus radicale du mouvement anticolonialiste, de poursuivre la ligne de démarcation politique amorcée, en particulier vis-à-vis du Parti Communiste en tant que relai local du PCF. Dans le cas martiniquais, la rupture d'Aimé Césaire avec le Parti communiste en 1956 (qui débouchera sur la fondation du Parti du Progrès Martiniquais en 1958)<sup>17</sup> et la mise à l'écart de plusieurs dirigeants de la jeunesse communiste martiniquaise suite à leur participation à la conférence Tricontinentale en 1966 à Cuba – notamment Edouard De Lépine, qui était alors secrétaire général de la JC martiniquaise - déstabilisent durablement l'appareil communiste martiniquais dans les années 1967-1969<sup>18</sup>.

## **L'influence organisationnelle de l'extrême-gauche hexagonale**

En parallèle de ces évolutions des cercles d'étudiants caribéens, il est donc nécessaire de tenir compte du rôle propre des événements de mai 68 en France, qui seront suivis d'un développement important des organisations d'extrême-gauche dans le monde étudiant et de tentatives d'implantation dans le monde ouvrier. Pour comprendre cette influence, on peut postuler une certaine continuité organisationnelle entre l'extrême-gauche en France métropolitaine et aux Antilles, plus ou moins patronnée par des organisations d'extrême-gauche françaises – notamment trotskystes, guévaristes et maoïstes. En conséquence de ce développement, des organisations gauchistes gagnent en audience et en visibilité dans le monde étudiant : les cercles d'étudiants caribéens qui s'étaient constitués autour des premiers militants anticolonialistes et qui possédaient déjà des relais dans certains services publics vers lesquels les jeunes antillais, diplômés ou non, s'orientaient en priorité (à savoir les hôpitaux, les postes ou encore les douanes) vont devenir des viviers de recrutement privilégiés pour les organisations d'extrême-gauche françaises.

Nous allons le voir, l'adhésion des militants anticolonialistes antillais – parfois en délicatesse avec le Parti Communiste depuis plusieurs années - aux organisations trotskystes et maoïstes prend une forme particulière : elle se présente à la fois comme un processus d'acculturation

<sup>16</sup> Entretien avec Carlomane Bassette, historien, ancien militant du GONG et actuellement membre du mouvement *Nomn* –organisation patriotique guadeloupéenne.

<sup>17</sup> Cette rupture d'aimé Césaire avec le Parti Communiste local est d'autant plus complexe à gérer pour le PC martiniquais que celui-ci ne dispose pas d'un système aussi élaboré de formation et de sélection des cadres qu'en France hexagonale. Par ailleurs, le nombre moins important d'intellectuels organiques acquis à la cause communiste en Martinique ou en Guadeloupe empêche une canalisation aussi efficace des débats intellectuels sur la situation internationale, et rend difficile la stigmatisation des velléités contestataires d'intellectuels tels qu'Aimé Césaire - malgré les vives polémiques auxquelles ce dernier prend part à propos de l'intervention de Budapest et de la place de l'art dans l'écosystème communiste, positions qui le marginalisent temporairement en l'éloignant des amitiés tissées avec Louis Aragon, alors chef de file officiel des écrivains communistes. Voir à ce sujet : ALLIOT, David. *Le communisme est à l'ordre du jour : Aimé Césaire et le PCF, de l'engagement à la rupture*. Paris : Pierre-Guillaume de Roux Editions, 2013, 382p.

<sup>18</sup> Ces tensions internes à la jeunesse communiste martiniquaise sont largement relatées dans la contribution d'Edouard De Lépine à l'édition de 1981 consacrée au parti Communiste : «Le parti Communiste et le mouvement ouvrier à la Martinique de 1945 à nos jours », in *Historial Antillais*, t. 6, Fort-de-France, 1981.

et, dans le même temps, comme une démarche volontariste animée par l'envie de former des organisations autonomes, dans l'optique d'investir au plus vite le champ des luttes sociales sur le terrain antillais pour y développer une politique révolutionnaire. En retour, il apparaît que les organisations françaises vont apporter, outre la formation théorique et idéologique, un soutien logistique et militant décisif à la création et l'implantation d'organisations « sœurs » aux Antilles. En témoignent la création des organisations politiques trotskystes antillaises, tels que le Groupe Révolution Socialiste (1970) - en solidarité avec la Ligue Communiste française - ou Combat Ouvrier (1971) issu de l'organisation Voie Ouvrière, auxquelles s'ajoutent plusieurs organisations maoïstes : les Groupes d'Action Prolétariens et le Groupe « Septembre 70 » notamment.

### ***Un militantisme de substitution ?***

Pour les militants éloignés du giron communiste, en délicatesse avec le PC local ou en difficulté avec le PC hexagonal, les AG d'étudiants antillais et guyanais agissent de prime abord comme des lieux de militantisme par défaut, ou par substitution. C'est ce processus de substitution qu'évoque Max Céleste, qui sera par la suite l'un des fondateurs du groupe Combat Ouvrier, lorsqu'il décrit son enthousiasme à l'égard du Black Panther Party états-unien et son engagement dans l'AGEC, alors dominée par les étudiants « nationalistes » :

« Alors le groupe qui a donné Combat Ouvrier s'est créé en novembre 1965. Ça ne s'appelait pas Combat Ouvrier mais Voie Ouvrière. En fait c'était la Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes. On édait un petit journal, qui sortait tous les mois, et qui s'appelait « Lutte ouvrière ». [...]. Donc nous étions groupes d'étudiants issus de l'Association Générale des Etudiants Caraïbes, l'AGEC. Et, le groupe initial venait du nationalisme. Moi j'ai été, j'étais euh... un Black Panther ! Je prônais le « black power » ! D'autres camarades étaient nationalistes. Avec des contacts quand ils étaient jeunes avec le PC. Mais nous étions anticolonialistes surtout. C'est-à-dire qu'on était révoltés par la situation qui existait en Guadeloupe et en Martinique, qui était vraiment une situation de misère et de sous-développement. »<sup>19</sup>

En outre, en faisant se rencontrer ou se regrouper des militants déjà conscientisés aux problématiques de la décolonisation, le dispositif des AGECS favorise une prise de recul critique vis-à-vis du Parti Communiste et motive un engagement à l'extrême-gauche, même lorsque l'engagement au PC ne suscitait pas de remise en question particulière avant le départ pour la métropole. C'est notamment le cas de Louis Maugée, militant martiniquais aujourd'hui responsable de la CGT éducation et militant à Combat Ouvrier :

« Moi j'avais déjà pris une part active dans le soutien aux mobilisations ouvrières dans la région du Lamentin, j'étais membre de la jeunesse communiste depuis mes quatorze ans. J'étais déjà un militant communiste aguerri en arrivant en France pour mes études. Mais je ne retrouvais pas la combativité que j'avais pu connaître en Martinique, une combativité à la hauteur de la misère et de l'exploitation que nous subissions ici. A mon arrivée en France, j'ai continué à m'investir dans le PC mais, petit à petit, et notamment du fait de ma participation aux AGECS, je suis rentré en contact avec Voie Ouvrière. »<sup>20</sup>

Cette rencontre avec les organisations d'extrême-gauche, si elle témoigne avant tout de l'essor organisationnel des gauches radicales dans la foulée de Mai 68 dans le monde étudiant, participe à l'élargissement des horizons sociaux et culturels des jeunes Antillais à Paris. Nombre de militants, déjà engagés sur le terrain politique et syndical, accueillent le Mai français avec curiosité, faisant parfois montre de scepticisme, ou au contraire, d'enthousiasme

<sup>19</sup> Entretien avec Max Céleste, membre de Combat Ouvrier, février 2012.

<sup>20</sup> Entretien avec Louis Maugée, dirigeant CGTM et membre de Combat Ouvrier, juin 2013.

envers la flambée de contestation étudiante. Pour les plus politisés, comme Max Céleste, celle-ci est déjà envisagée sous l'angle des possibilités de recrutement et de développement d'une activité militante, tiraillée entre les besoins des organisations « révolutionnaires » et la nécessité d'un acte d'organisation spécifiquement antillais :

« Bon, bien sûr, comme j'étais militant dans le quartier de la Sorbonne, j'étais là en 68. Mais je voyais ça comme quelque chose d'un peu étranger. J'étais déjà militant à Voie Ouvrière, et je me méfiais du côté « petit-bourgeois » de la contestation étudiante, même s'il y avait des aspects enthousiasmants. Plus sérieusement, l'organisation voyait surtout l'occasion de s'adresser à nombre de jeunes antillais qui étaient curieux de ce qui se déroulait, mais qui ne se sentaient pas tout à fait à leur place. Parce qu'on venait d'ailleurs, que malgré tout, c'était des blancs. Alors oui, la contestation de soixante-huit a joué un rôle dans le militantisme. Mais moi je militais surtout en direction des travailleurs antillais, des prolétaires. On cherchait à organiser la classe ouvrière antillaise à Paris. »<sup>21</sup>

D'autres militants, comme le Martiniquais Robert Saé, évoquent également le sentiment de décalage avec les débats militants qui secouent l'AGEM bordelaise à la fin des années 60. Des débats dont il s'éloigne, déçu par leur caractère « intellectualiste » et les « postures » adoptées par les militants présents, et ce d'autant plus vite, qu'il supporte mal l'atmosphère enfumée à laquelle il n'est pas habitué<sup>22</sup> :

« Je me souviens d'une des premières réunions des AGEM, pour moi qui y était venu sans trop d'a priori, c'était... Comment dire ? Rester pendant trois heures, quatre heures avec des gens dans un local exigu. Un endroit où les gens débattent, débattent sans discontinuer de la situation en Martinique dans des termes qui me paraissaient tellement abstraits. Qui n'avaient rien à voir avec ce que j'avais connu ici, avec la situation comme je la comprenais. Et puis, la cigarette, une fumée de cigarette parce qu'ils étaient plusieurs à fumer là-dedans. J'ai dit : “C'est bon, j'en ai assez, faites votre truc moi je m'en vais”. Et là je me suis fait traiter de “petit-bourgeois”, ça me fait bien rire maintenant. [...] C'est vrai, c'était très à la mode ce genre de débats étudiants où... où tout le monde parle des heures et fume mais moi ça ne me parlait pas. Mais d'une certaine façon, ça m'a aussi fait réfléchir, je ne pouvais pas rester là à étudier sagement et à discuter sur la situation, quand il était urgent de faire quelque chose pour préparer la révolution. »<sup>23</sup>

Nous allons le voir, les événements de Mai 68 modifient également la nature des cercles rassemblant les étudiants anticolonialistes antillais. En effet, c'est après Mai 68 que les cercles d'étudiants caribéens tendent à s'autonomiser pour devenir véritablement le lieu structuré de débats organisationnels entre militants des différentes factions de l'extrême-gauche et du mouvement indépendantiste.

### ***Le développement de logiques concurrentielles***

Le développement des organisations gauchistes françaises et les liens tissés avec des militants antillais influent de façon assez significative sur la teneur des débats au sein des assemblées d'étudiants caribéens, en laissant progressivement le jeu ouvert à des appropriations concurrentielles entre les différentes organisations d'extrême-gauche qui s'affrontent pour essayer d'en définir les orientations – là où la période précédente avait vu se succéder des

<sup>21</sup> Entretien avec Max Céleste, membre de Combat Ouvrier, février 2012

<sup>22</sup> Il faut ici préciser que fumer du tabac demeure, encore aujourd'hui, une activité relativement rare en Guadeloupe et en Martinique au regard du nombre de fumeurs dans l'Hexagone. Le fait de fumer est donc un signe, sinon d'acculturation, tout du moins ostensiblement distinctif des migrants en métropole.

<sup>23</sup> Entretien avec Robert Saé, ancien militant des Groupes d'action prolétariens, mai 2015.

militants d'obédience communiste et les premières tensions avec les militants indépendantistes « non-alignés ». Les débats qui traversent les AGEC sont, par exemple, le lieu d'une confrontation permanente entre militants « nationalistes » et militants communistes révolutionnaires, d'obédience trotskiste ou maoïste. Comme le décrit Max Dorléans, militant du Groupe Révolution Socialiste depuis le début des années 70 :

« Un des grands débats qui structurait le mouvement étudiant, c'était de savoir s'il fallait créer des Assemblées Générales spécifiques pour chaque territoire : des AGEM pour les Martiniquais, etc. Du point de vue des militants du GRS, il s'agissait avant tout de rassembler les militants antillais, mais aussi des Guyanais, des Haïtiens. Il n'y avait pas lieu de construire des boutiques. A Grenoble, où le GRS était majoritaire, nous nous sommes toujours battus pour le maintien des AGEAG, qui rassemblait les Antillais et les Guyanais. D'abord parce que nous n'étions pas nombreux, mais aussi parce qu'il fallait construire une solidarité entre étudiants des Antilles et de la Guyane. Ce qui n'était pas forcément le cas ailleurs, où les militants nationalistes bataillaient pour des AGEG (guadeloupéennes) ou des AGEM (martiniquaises). Il fallait des cercles internationalistes ! »<sup>24</sup>

Comme on le voit dans cet entretien, les orientations des cercles d'étudiants caribéens se ressentent fortement des jeux de concurrence qui voient s'affronter les différents courants politiques d'obédience anticolonialiste. Si ces débats qui traversent les AGEC ne percutent évidemment pas tous les participants antillais, et si les clivages présentés comme politiques (ici, le clivage entre *nationalistes* et *internationalistes*) résultent également d'une réévaluation *a posteriori* de contextes pratiques (la faiblesse des effectifs militants, entre autres), on peut voir que la participation aux AGEC participe à structurer le rapport à la cause anticolonialiste et à se familiariser avec les différentes nuances idéologiques qui précisent les objectifs et les modalités organisationnelles de ce combat. Par ailleurs, les AGEC constitueront par la suite des structures de rémanence du militantisme expatrié, mais se videront pour partie de leur substance politique au fur et à mesure du reflux politique et du départ des militants les plus actifs sur le front de la contestation anticolonialiste. En effet, durant les années 80, les AGEC vont principalement perdurer sous la forme d'associations culturelles étudiantes sans lien organique avec les mouvements contestataires – quoique ce propos puisse être nuancé par certaines survivances indépendantistes, notamment chez les étudiants guadeloupéens.

### ***L'exploration de nouveaux horizons sociaux et culturels***

Par ailleurs, la solidarité organisationnelle s'explique aussi par des aspects purement pratiques, et s'insère dans des dispositifs de sociabilité suivis et resserrés qui facilitent la mobilité vers la métropole. Les cercles d'étudiants caribéens, comme les organisations gauchistes, participent à prendre en charge la venue d'étudiants antillais qui se retrouvent, de ce fait, en contact avec les mouvements politiques révolutionnaires et indépendantistes. Pour les étudiants antillais dont le passage en France a constitué une étape marquante de leur engagement, c'est souvent cet esprit de solidarité qui est mis en avant comme un facteur explicatif de leur intérêt pour le militantisme, voire de leur entrée dans la carrière militante<sup>25</sup> :

« Oui, bien sûr, j'étais au courant des affaires de l'OJAM et de la Moi, quand j'arrivais à Paris, je n'avais nulle part où aller. Une amie sur place m'a orienté vers une camarade à elle qui

<sup>24</sup> Entretien avec Max Dorléans, militant du GRS et ancien responsable de la CGT martiniquaise, avril 2015.

<sup>25</sup> On notera, par ailleurs, que la restitution des contextes d'entrée dans la carrière militante laisse présager un biais de genre. Il semble, en effet, que les femmes interrogées fassent d'avantage prévaloir les contextes pratiques que les éléments d'ordre politique tenant, par exemple, à une socialisation politique antérieure au départ pour l'hexagone.

militait à la Ligue Communiste, et qui se trouvait être la compagne de Gérard Filoche, un dirigeant de la ligue communiste à l'époque. C'est comme ça que j'ai passé plusieurs semaines chez eux. De fil en aiguille, j'ai commencé à vraiment militer au GRS comme ça.»<sup>26</sup>

Pour certains de nos enquêtés, la rencontre avec le militantisme hexagonal à la faveur des événements de mai se traduit par un phénomène d'adhésion. Ainsi, Alain Plaisir<sup>27</sup>, douanier guadeloupéen, franchit le pas de la syndicalisation à la suite de sa rencontre avec les militants gauchistes de la région parisienne. Une fois passé son étonnement premier lorsqu'il rencontre des militants trotskystes d'origine antillaise dans une « *manifestation de blancs* », il se syndique, au début de sa vie professionnelle, à la CGT. Là encore, sa trajectoire militante l'éloigne progressivement de la mouvance indépendantiste, malgré sa sympathie initiale pour le mouvement de libération nationale :

« J'ai commencé à militer dans un syndicat, c'était la CGT des douanes. En 67, après ma scolarité, je suis arrivé en France. Et je suis monté à Paris une semaine avant mai 68, le 24 avril. Donc, tout de suite je suis rentré dans le bain. Moi à cette époque j'étais célibataire, j'étais jeune quoi, j'avais 22 ans. Et donc, je me suis mis à regarder les manifestations. Et un jour, j'aperçois de jeunes Antillais. Alors je me demande dans ma tête : « Mais que font-ils dans ce truc de blancs ? ». Parce que j'étais quand même un peu nationaliste à l'époque. Sans militer vraiment avec les nationalistes. Et ces gens-là passent à côté de moi, ils me disent : « Viens avec nous ! ». Alors je me suis laissé tenter, et c'était des militants de Combat Ouvrier. Et « comme tout le monde », j'ai adhéré à la CGT. Parce que la CGT était majoritaire, à l'époque j'ignorais tout du syndicalisme. Mais j'avais compris qu'il fallait se syndiquer. Tout le monde se syndiquait, et c'était presque obligatoire. Donc c'est comme ça que je suis devenu adhérent. ».<sup>28</sup>

Par ailleurs, le militantisme organisé se singularise par la possibilité d'une exploration d'un monde social jusque-là inconnu, à la fois au contact du monde étudiant et des militants métropolitains. Ainsi, pour Alain Plaisir, le militantisme « gauchiste » s'est progressivement mué en « style de vie », style de vie qu'il associe au monde étudiant pour lequel il éprouve une attirance malgré son statut de jeune salarié et son militantisme sur son lieu de travail. Cet *habitus* étudiant, qui constituait initialement un univers de référence plus que d'appartenance, est fortement marqué par les figures iconiques et les lieux fréquentés par l'extrême-gauche étudiante (Angela Davis ou Rudy Dutschke par exemple, ou le quartier Saint-Michel et la librairie Maspero à Paris) et illustre le rapport plutôt instrumental et contre-culturel d'Alain Plaisir à la question de l'indépendance guadeloupéenne<sup>29</sup>. Cette affinité avec le militantisme « gauchiste » a précipité par la suite sa rupture avec la CGT et son engagement à la CFDT – engagement qui continuera à son retour en Guadeloupe -, un syndicat qu'il décrit comme plus proche de ses positions politiques :

« Et en plus il se trouve que les gens la CFDT, c'était des anciens gauchistes. Pas forcément des trotskistes, ils étaient un peu maoïstes, tout ça... Et je me sens plus proche d'eux parce

<sup>26</sup> Entretien avec Flore, militante CDMT et sympathisante du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

<sup>27</sup> Ancien secrétaire général du syndicat CTU et dirigeant du LKP au moment de la grève de 2009, qui a transité par Combat Ouvrier et la CGT avant de rejoindre le Groupe Révolution Socialiste et la CFDT.

<sup>28</sup> Entretien avec Alain Plaisir, ancien secrétaire général de la Centrale des Travailleurs Unis et ancien membre du Groupe Révolution socialiste en Guadeloupe, février 2012.

<sup>29</sup> Une intéressante logique d'acculturation qui marque bien la frontière existant entre les deux *hexis* gauchistes opposées : celle faisant prévaloir la distinction contre-culturelle ( « cheveux longs », « baba-cools » ou « bousons noirs ») et celle cherchant à s'afficher comme faisant partie de la classe ouvrière. On se retrouve ces deux formes idéal-typique dans les façons qu'ont les différentes organisations trotskistes de se disqualifier. Voir à ce sujet l'article de Karel Yon sur le militantisme de jeunesse parmi les trotskistes lambertistes. YON, Karel. Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. *Politix*. 1 juin 2005, vol. 70, n° 2, p. 137-167.

qu'ils avaient des cheveux longs, alors que les douaniers... Enfin ils faisaient plus “étudiants” que “douanier”, et moi j'aimais bien. Parce que quand je suis arrivé à Paris, je fréquentais Saint-Michel, c'était le Quartier latin, mon quartier quoi ! La librairie Maspero, tout ça, j'allais traîner dans les cafés. Je n'avais pas du tout le « style douanier » ! (rire) Parce qu'à cette époque, c'était le Black Panther ! Moi j'avais la coupe afro, j'avais les cheveux longs comme ça et tout ! (montre avec les mains). D'ailleurs, plusieurs fois je me suis pris des réflexions : « Quand même, M. Plaisir, il faudrait voir à couper tout ça ! ». Moi je disais : « Eh bien tant pis ! ». J'avais, dans mon vestiaire, les photos d'Angela Davis, de tous les leaders étudiants, du tiers-monde, des noirs ou des Black Panthers. Il y avait aussi Tariq Ali, un Indien, enfin il y avait tous ces gens-là, il y avait Rudy Dutschke, le leader étudiant allemand ! Donc il y avait ça là où je travaillais et je ne fréquentais jamais les douaniers je fréquentais les étudiants, les gauchistes. »<sup>30</sup>

Dans d'autres cas, le militantisme auprès des groupes gauchistes au cours des études vient se superposer plus clairement à des dispositions à l'engagement préexistantes, tout en permettant une démarcation avec la socialisation politique familiale. C'est ainsi que Jocelaine Chipotel, qui se définit avant tout comme militante « communiste et chrétienne », évoque le souvenir marquant de sa fréquentation des étudiants des Jeunesses Socialistes Unifiées (les jeunesse du PSU), alors investies dans le soutien à la lutte d'occupation du plateau du Larzac. Si Jocelaine est par la suite retournée vers le Parti Communiste lors de son « appel aux chrétiens » en 1980, l'évocation de son militantisme de jeunesse laisse entrevoir l'importance de ce dernier dans son investissement militant ultérieur. Ici, c'est à la fois un jeu subtil de démarcation vis-à-vis de la tradition familiale communiste et la découverte d'une cohabitation théologique et politique jusque-là inconnue – celle du catholicisme social et de l'extrême-gauche – qui suscite chez elle une volonté de militer aux côtés du PSU de façon occasionnelle :

« Je n'ai pas de mérite à être devenue militante, par rapport à certaines personnes qui vont chercher l'information. Je suis née dans une famille cégétégiste et communiste. Alors, le problème, si vous voulez, dans cette situation-là, c'est qu'à un moment, il faut braver le père, braver les interdits et dire le contraire de ce que disent les parents ! Donc j'ai eu un parcours où j'ai fréquenté des gens qui n'étaient pas communistes, mais d'extrême-gauche.

-En France ?

- Oui, pendant mes études en France, ça n'a duré qu'un court moment mais à ce moment-là, j'ai fréquenté des gens qui étaient membres du PSU. Je me sentais communiste et chrétienne, alors je me suis retrouvé avec des militants du PSU. Certes, je m'identifiais à leur côté « catholique de gauche », qui me plaisait. Mais c'était des gens d'extrême-gauche, pas des communistes ! J'ai participé au mouvement de solidarité avec le Larzac. C'était des militants gauchistes qui organisaient ça : le Larzac, la vie en communauté. C'est plus tard que je suis retournée, enfin, que j'ai pris conscience j'étais d'accord avec les idées pronées par mes parents, d'abord de la CGTG, mais aussi du Parti Communiste Guadeloupéen et du Parti Communiste Français. Que j'ai pris conscience que le militantisme de mes parents me correspondait. »<sup>31</sup>

### ***Une politique volontariste de retour aux Antilles***

Qu'il s'agisse de la Guadeloupe ou de la Martinique, c'est à partir de la métropole que s'opère la réorganisation de l'extrême-gauche antillaise. L'acte le plus significatif de ce côté-là est probablement à chercher du côté de l'Union Communiste Internationaliste, dont les militants,

<sup>30</sup> Idem

<sup>31</sup> Entretien avec Jocelaine Chipotel, membre de la direction de la CGT guadeloupéenne et du Parti Communiste Guadeloupéen, février 2012.

désormais nombreux dans la région parisienne, prennent la décision du retour au pays, dans le but d'y développer une activité spécifiquement révolutionnaire. Cette décision des militants antillais, encore entourée d'un certain mystère, ne fait pas consensus au sein de l'organisation. De nombreux dirigeants considérant l'organisation comme trop groupusculaire dans de nombreuses villes françaises pour se passer des quelques dizaines de militants antillais. Pour certains militants interrogés – que l'on pourrait qualifier de légitimistes, la décision du retour aux Antilles est présentée comme découlant d'une consigne de l'organisation, soucieuse de respecter le principe de droit à l'auto-détermination et d'appuyer la lutte des travailleurs antillais contre le colonialisme français. D'autres militants se conforment à la consigne du retour, et demandent leur mutation aux Antilles en profitant des dispositifs de retour au pays :

« Je suis revenu en Martinique en 1972, juste avant les épisodes de la grève du Chalvet<sup>32</sup>, et c'est là que s'est implanté, par la même occasion, Combat Ouvrier. Avec la première feuille publiée et distribuée sur la région du Lamentin. Je me suis présenté aux élections en 1971, et en je me rappelle on avait fait « 3% ». [...] J'étais revenu, si je puis dire, avec Combat Ouvrier dans ma besace. Je n'étais pas revenu pour vivre une vie quelconque, j'étais revenu pour militer. Parce que c'était une décision centrale, prise en France. On avait considéré qu'il fallait revenir en Guadeloupe et en Martinique, parce que nous avions suffisamment de militants. »<sup>33</sup>

Pourtant, et malgré les efforts de discipline et de cohésion de Voie Ouvrière, des tensions apparaissent ponctuellement entre militants hexagonaux et antillais, ces derniers défendant une ligne anticolonialiste particulièrement offensive, et cherchant à profiter de l'humeur contestataire pour s'en prendre directement aux symboles du colonialisme français en métropole, des militants de Combat Ouvrier seraient ainsi à l'initiative de l'envahissement et du saccage du bureau du BUMIDOM, situé boulevard Voltaire à Paris, à l'automne 1969 - une attaque apparemment critiquée en interne par la direction de l'UCI comme « aventuriste ».

## Le retour au pays des enfants terribles

### *L'agitation comme mot d'ordre*

A partir des années 70-71, les mouvements s'appliquent à importer le répertoire d'action des différentes factions étudiantes, et les choix des militants antillais convergent autour d'un mot d'ordre d'insubordination qui tend à se superposer aux revendications syndicales traditionnelles. Maoïstes et trotskistes se lancent à l'assaut de la classe ouvrière, prenant le contrepied du Parti Communiste sur la question du travail journalier, encore extrêmement répandu parmi les travailleurs agricoles. En Guadeloupe, mais surtout en Martinique (dont il sera d'avantage question ici), s'organise une politique d'insubordination<sup>34</sup>, marquée par des tentatives de soulèvement contre un pouvoir décrit comme colonial. Le trotskisme, jusque-là circonscrit à quelques cercles de militants oppositionnels autour du journal « La Vérité », bien qu'il ait possédé une certaine aura auprès de jeunes cadres du Parti oppositionnels à la voie autonomiste, avait quasiment disparu depuis les événements de Mai 1967 en Guadeloupe. La

<sup>32</sup> En février 1974 en Martinique, deux ouvriers du secteur des bananeraies, qui revendiquaient des augmentations de salaires, sont tués sur le plateau de Chalvet à Basse-Pointe. De nombreux militants d'extrême-gauche, dont certains étaient déjà implantés sur place, participent également au conflit par leur activité de propagande pour inciter les ouvriers agricoles à la mobilisation ou en apportant un soutien logistique et politique aux grévistes. A ce sujet, voir l'ouvrage d'Edouard De Lépine : De LEPEINE, Edouard. *Chalvet, Février 1974*, Fort-de-France : K-Libris, 2014, 528p.

<sup>33</sup> Entretien avec Louis Maugée, dirigeant CGTM et membre de Combat Ouvrier, juin 2013.

<sup>34</sup> Nous reprenons ici le terme « insubordination » tel qu'il a été utilisé par Xavier Vigna au sujet des luttes ouvrières dans la France de l'après-68, car le terme signale que celle-ci touche aux fondements des rapports salariaux de domination – auxquels il convient d'ajouter, dans le cas Guadeloupe, les rapports coloniaux.

Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes, née en 1965 mais peu active depuis, se trouve peu ou prou dans la même situation. En Martinique, où les oppositionnels de gauche se concentraient principalement dans la jeunesse communiste, on ne trouve pas de trace du trotskisme organisé avant le début des années 1970.

Particulièrement en Martinique, le retour au pays des militants ne passe pas inaperçu. L'île est, au début de l'année 1969, le théâtre d'une agitation lycéenne d'ampleur qui voit descendre plusieurs milliers de militants martiniquais dans la rue contre la venue du ministre de l'éducation nationale, Edgar Faure, 10 janvier. Cette manifestation est le point de départ du mouvement du 10 janvier, au sein duquel se retrouvent différentes mouvances anticolonialistes protestant à la fois contre les insuffisances du système éducatif, l'absence d'autonomie décisionnelle, le manque de renouvellement du personnel enseignant, les pressions répétées du rectorat à l'encontre des militants et le contenu des programmes scolaires (dont les militants critiquent le manque de prise en compte des spécificités culturelles et historiques de la vie en Martinique). On retrouve mêlés dans ce mouvement des lycéens et des enseignants anticolonialistes, des « anciens » de l'OJAM, nombre de militants révolutionnaires ayant séjourné en métropole dans le cadre de leurs études, et les militants de l'Union de la Jeunesse Communiste Martiniquaise. Cette manifestation, outre le fait qu'elle constitue une démonstration de force de la jeunesse martiniquaise hors des bastions traditionnellement communistes de l'île, marque également une prise de distance avec le PC local, dont le congrès vient d'entériner la mise en minorité des indépendantistes et d'exclure plusieurs responsables de la Jeunesse Communiste. C'est notamment à la suite de cette mobilisation que s'organise « Jeunesse d'Avant-Garde », une organisation dissidente de la Jeunesse Communiste qui rassemble les oppositionnels exclus ou mis en minorité, constituera la forme embryonnaire du Groupe Révolution Socialiste :

« Je militais dans l'AGEM, une association anticolonialiste avec une lutte de tendances entre les nationalistes assez influencés par l'Algérie et tout ça, et les marxistes, bon... Un peu plus attentifs à ne pas trop se couper du Parti Communiste martiniquais, qui était majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire. Avant ça, moi j'ai fait trois ans d'études à l'institut de Fort-de-France en fac de droit. La quatrième année j'étais à la Sorbonne. J'étais à Assas en droit et en histoire à la Sorbonne. Avant ça j'avais fait du militantisme culturel dans les associations, mais pas politique, pas de militantisme organisé... Et quand je suis rentré ici je me suis impliqué dans le mouvement du 10 janvier, qui regroupait essentiellement des lycéens mais avec quelques enseignants, un mouvement qui s'est créé le 10 janvier 1969, une manifestation à l'occasion de la venue d'un ministre en Martinique. En 70, quand le mouvement a commencé à être marqué par les divisions entre les indépendantistes et les différents groupes marxistes, on a créé Jeunesse d'Avant-Garde, qui était en liaison avec les camarades discutant d'une nouvelle organisation. C'est à partir de là que l'on va rentrer dans une phase de discussion autour de la création du GRS, qui aboutira en 71/72. »<sup>35</sup>

Les membres du Groupe Révolution Socialiste, trotskistes et guévaristes, prennent la résolution de s'investir sur le terrain des luttes agraires. Théoriquement plus éclectiques que leurs cousins de Combat Ouvrier, et inspirés par la révolution cubaine, ils s'identifient symboliquement à la figure du guérillero cubain, militant discipliné et s'improvisent éducateurs des « masses paysannes » :

« A l'époque je déclamais des discours de Fidel Castro monté sur un tonneau devant les ouvriers de la canne. Personne n'hésitait à faire ça, l'agitation était permanente, elle *devait* être permanente. Je ne sais pas bien si cela fonctionnait. Enfin, dans quelle mesure cela prenait. Nous, nous y croyions vraiment, mais il y avait quelque chose d'un peu surréaliste. Bien sûr,

<sup>35</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général de la CDMT et dirigeant du GRS, juin 2013.

j'avais été élevé sur une plantation, au contact de ces gens, mais c'était quand même surréaliste, comme posture. Tu te rends compte, je déclamais des discours en espagnol à des ouvriers agricoles dont certains parlaient à peine français ?! Et quand la police essayait de nous en empêcher, ou quand les staliniens ou d'autres nous tombaient dessus, il y avait toujours des ouvriers pour nous défendre. Pas tous, mais en y réfléchissant, oui, c'était une époque folle ! ».<sup>36</sup>

Quant aux maoïstes martiniquais, globalement hostiles à l'entrisme au sein des syndicats et « *résolument tournés vers l'agitation de masse* », ils réalisent leur premier coup d'éclat en 1971, organisant un vaste mouvement de contestation à l'occasion d'un match organisé entre l'équipe brésilienne du Santos, alors emmenée par son joueur-phare Pelé et une sélection de joueurs amateurs martiniquais. La Fédération Martiniquaise de football, soucieuse de rentabiliser l'évènement, applique un tarif de 100 francs au placement tribune, rendant l'accès inaccessible aux classes populaires<sup>37</sup>. Les jeunes militants des Groupes d'Action Prolétariens, fraîchement débarqués de l'hexagone, se font alors connaître en popularisant le slogan « Nous irons voir Pelé sans payer ! », abondamment taggué sur les murs de l'agglomération de Fort-de-France. Plus intéressés par la possibilité d'un affrontement ouvert opposant « *les masses ouvrières et les jeunes des quartiers populaires* » au pouvoir colonial et les forces de l'ordre que par l'enjeu footballistique, les membres du GAP organisent un évènement permettant de polariser l'activité politique en prenant de court les autres organisations présentes en Martinique.

### ***Heurs et malheurs de l'insubordination***

Il n'est pas exclu que le surcroît de capital culturel, outre le fait qu'il aie suscité des tensions avec l'orthodoxie du PC et des affinités électives particulières avec l'extrême-gauche, ait conféré un crédit extrêmement important aux jeunes militants revenus aux Antilles pour y mener une politique révolutionnaire<sup>38</sup>. Notamment, si l'on compare l'audience très large dont ont pu bénéficier ces militants auprès de secteurs ouvriers particulièrement pauvres en Guadeloupe comme en Martinique – dans des régions où l'illettrisme était encore très répandu – avec la fortune très diverse de l'implantation en usine des étudiants « gauchistes » en France<sup>39</sup>. Ce qui expliquerait, pour une part, la difficulté du PC à soustraire les secteurs ouvriers les plus combatifs à l'influence des groupes « gauchistes » - ou, du moins à les stigmatiser aussi efficacement que ne le fit le PCF en métropole - et, d'autre part, la tendance de ces militants à « exacerber » à outrance les conflits sociaux dans le but d'effacer la distance symbolique qui les sépare du monde ouvrier. Il est également possible que dans un contexte d'exacerbation des tensions sociales et raciales, la capacité de ces militants à s'adresser à de larges franges de la population en jouant sur cette « autorité » symbolique et sur ces attributs charismatiques ait pu jouer d'autant plus efficacement qu'eux-mêmes se percevaient comme des avant-gardes et s'appuyaient, plus ou moins consciemment, sur des hiérarchies et des

<sup>36</sup> Entretien avec Edouard De Lépine, historien, ancien dirigeant de la Jeunesse Communiste puis du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

<sup>37</sup> Voir à ce sujet l'excellent film documentaire du Martiniquais Gilles Elie-Dit-Cosaque : « Nous irons voir Pelé sans payer », La Maison Garage productions, 2014.

<sup>38</sup> Une analyse qui fait largement écho aux controverses sur la sociographie des militants soixante-huitards métropolitains, illustrée notamment par les interrogations de Gérard Mauger dans son article sur les possibilités de reconversion du gauchisme politique en gauchisme contre-culturel. Voir MAUGER, Gérard. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 68 », in CURAPP, *L'identité politique*, PUF, Paris : 1994, pp. 206-226.

<sup>39</sup> On évoquera le témoignage du jeune dirigeant maoïste Robert Linhart dans son ouvrage « l'Etabli » comme emblématique de ces difficultés. Voir : LINHART, Robert. *L'établi*. Paris : Éditions de Minuit, 1981.

croyances existantes, même si ces attributs de classe font parfois l'objet d'un examen critique de la part des militants rentrés au pays, lorsqu'ils se confrontent à la réalité des conditions de vie de la classe ouvrière vis-à-vis de laquelle ils déplient leur activité :

« J'ai réellement pris conscience de ce que signifiait l'exploitation au contact des travailleurs du monde agricole. Un jour, nous arrivons sur une exploitation avec des camarades du GAP, sur la commune du Robert. Nous faisions des enquêtes et de la propagande. Tous les jours de l'année. Ce jour-là, on avait décidé de se mobiliser contre l'expulsion de travailleurs qui étaient menacés d'être chassés de leur logement par le propriétaire de l'habitation, et de déclencher l'agitation à partir de ce conflit-là. Donc nous arrivons sur les lieux et nous nous adressons aux travailleurs. Cela dure une demi-heure, où on fait le discours habituel, on dénonce l'exploitation du béké<sup>40</sup> qui tient l'usine. On le fait en créole, dans un souci d'être entendus. Et on s'étonne de ne recevoir qu'une oreille distraite. Puis, une femme qui était présente et nous écoutait vient nous voir et s'adresse à nous, elle nous dit : "Vous vous rendez bien compte que personne ne vous écoute vraiment. C'est bien beau ce que vous nous dites à propos du béké, de nous autres, mais vous ne savez pas ce que c'est que le problème. Le problème c'est la faim : tous les jours nous travaillons, souvent sans manger avant le soir venu. Quand on a eu la pièce et qu'on a gagné de quoi acheter un bout de morue. Nous avons besoin de manger, et vous vous venez déguisés pour nous parler du peuple. *Fo zot maché épi pèp la !* – Il faut que vous marchiez avec le peuple ! ". Et, quand j'y repense, c'est vrai qu'on était déguisés, on était habillés avec un boubou et une coupe afro. On était des parfaits Black Panthers, mais personne ne s'habillait comme ça en Martinique. C'est sûr qu'on était à la mode pour des jeunes antillais, des jeunes contestataires. Mais pour des travailleurs on était déguisés, on était des extra-terrestres, donc à partir de là on s'est mis « normaux », enfin, on a arrêté de copier les révolutionnaires et on s'est habillés normalement, sans suivre de mode particulière. Et ça allait de paire avec la méthode. Dans la voiture on en a discuté, j'ai dit : "On a fait une bêtise, en faisant ça, il faut qu'on apprenne des travailleurs et pas l'inverse". Je crois sincèrement que c'est depuis ce jour que j'ai compris que la solution ne viendrait pas de nous, que la solution n'était pas de dire au peuple ce qui se passe, mais qu'on était partie prenante d'une synthèse, d'une synthèse forcément collective. »<sup>41</sup>

\*\*\*

## Remarques conclusives

On l'a vu, les évènements du Mai français aux Antilles possèdent un caractère structurant pour le militantisme les développements de la conflictualité sociale aux Antilles au cours des années 70 et, dans une certaine mesure, jusqu'à nos jours. Notre analyse de cette influence du Mai français sur le militantisme aux Antilles ne se cantonne pas à la portée de l'événement - les incidences matérielles ou symboliques, pratiques ou organisationnelles de la séquence de mobilisation en tant que conjecture. Il nous a semblé, en effet, plus intéressant de nous pencher sur le « versant antillais » de cette conjoncture, et de présenter un certain nombre d'éléments permettant de comprendre, dans une approche diachronique, ce qui pouvait expliquer que Mai 68 trouve un écho auprès de certaines franges de la jeunesse antillaise – en insistant à la fois sur les antécédents de l'événement et sur les épisodes de conflictualité ultérieurs qui enserrent les mobilisations de 1968 en France et leur confèrent un sens particulier.

<sup>40</sup> Terme désignant au départ les propriétaires terriens blancs descendants des anciens colons et, dans une acceptation plus générale, le patronat.

<sup>41</sup> Entretien avec Robert Saé, ancien militant des Groupes d'action prolétariens, Mai 2015.

La relative homogénéité des profils sociaux qui embrassent une carrière militante, de même que la similitude des origines sociales, des parcours scolaires et des mobilités facilite, d'un point de vue structurel, l'acquisition ou l'activation de dispositions militantes au contact du Mai français. En outre, le développement de l'extrême-gauche étudiante, parce qu'elle offre un débouché organisationnel immédiat, participe également à nombre de « révélations » militantes. Pour autant, les événements de Mai ne trouvent pas le même écho parmi tous les militants de l'époque : le « moment 68 » est accueilli, tantôt avec joie, tantôt avec scepticisme. Comme en témoignent les différentes attitudes vis-à-vis de la contestation étudiante, la diversité des appréciations politiques des événements de Mai et de leur importance à un niveau individuel ou collectif, c'est toujours à l'aune d'un ressenti subjectif et personnel que le récit du Mai français vient se glisser dans les incidences biographiques de l'engagement. Très souvent, le récit de l'événement occupe un interstice entre soi et le groupe militant incarné par l'organisation : comme si ce souvenir était « resté sur place », dans l'hexagone, et qu'il n'était pas totalement légitime de l'évoquer conjointement au développement des luttes sociales antillaises.

On observe, après le retour des jeunes militants antillais en Guadeloupe et en Martinique, le développement et la stabilisation des organisations révolutionnaires et indépendantistes sur le terrain guadeloupéen et sur le terrain martiniquais. Cette stabilisation n'efface pas les logiques concurrentielles qui régissaient préalablement les rapports entre ces organisations, mais participe au contraire à les accentuer, donnant à voir un véritable bouillonnement anticolonialiste et témoignant de l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux aux Antilles, qui s'effectue, une nouvelle fois, au détriment du PC local. Ce développement des organisations à la gauche du Parti Communiste se traduit de façon différenciée selon les orientations promues par les différentes mouvances, chacune cherchant à jouer sa partition et à tenter d'imprimer sa façon de faire à l'action collective – et on retrouve ici les débats sur l'importance des logiques concurrentielles dans la conformation ou la transposition des répertoires d'action, non seulement dans le choix des pratiques au cœur de l'action collective mais également dans la façon de pratiquer : qu'il s'agisse des grèves, des occupations de terre, des activités de propagandes et d'agitation.

Cette tension s'illustre notamment dans la pratique d'insubordination qui puise à la fois ses racines dans les pratiques de luttes locales et dans les luttes hexagonales de la période – que cet acte d'insubordination connaisse une réelle mise en pratique ou se limite à une projection quant à la façon de « dire et de faire » les luttes. Cette latitude expérimentale est, on l'a également vu, le fruit conjoint de la sédimentation d'une expérience contestataire et de la mise à disposition de ressources organisationnelles qui ont circulé entre les Antilles et la métropole avec les militants et les militantes, notamment au gré de leur parcours scolaire, de leurs études et au moment de leur entrée dans la vie active. Elle est également permise par les propriétés sociales et les dispositions dont bénéficient les militants du fait de leur sociographie particulière. Sociographie qui aura, non seulement, facilité l'adhésion à des organisations anticolonialistes en produisant des affinités particulières avec le mouvement indépendantiste et l'extrême-gauche, mais qui condense des propriétés sociales et des capitaux – militants, mais pas seulement – que des logiques de situation permettent de faire fructifier. De ce fait, si l'on retrouve des organisations d'extrême-gauche qui existent en métropole – et c'est notamment le cas des organisations trotskistes, les façons de s'adapter à la situation politique lors du retour aux Antilles contredisent en partie les routines importées et transfigurent l'action politique des différentes organisations.

## Bibliographie

- ALLIOT, David. *Le communisme est à l'ordre du jour : Aimé Césaire et le PCF, de l'engagement à la rupture, 1935-1957*. Paris : Ed. Pierre-Guillaume De Roux, 12-21, 2014, 308 p.
- ARTIERES, Philippe, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. *68, une histoire collective*. Paris : La Découverte, 2015.
- DAILY Andrew « Race, Citizenship, and Antillean Student Activism in Postwar France, 1946–1968 », *French Historical Studies*, Vol.37-2 : printemps 2014, pp. 331-35.
- « Maoism in the French Caribbean: the 1968 GONG Trial», Chicago American Historical Association, Panel Organizer: Transnational Activism in the Long 1960s: A Global Perspective , 2012.
- DRESSEN, Marnix. *Les Etablis, la chaîne et le syndicat : évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes, 1968-1982: monographie d'une usine lyonnaise*. Paris : L'Harmattan, 2000, 288 p.
- DE LEPINE, Edouard. *Chalvet, Février 1974*, Fort-de-France : K-Libris, 2014, 528p.
- FILLIEULE, Olivier. Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*. 2001, vol. 51, no 1, p. 199-215.
- GAMA, Raymond, SAINTON, Jean-Pierre. *Mé 67 : Mémoire d'un événement*. Pointe-à-Pitre : Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion, 1985, 263 p.
- GOBILLE, Boris. *L'événement Mai 68*. 63e année. Éditions de l'EHESS, 2008.
- JOHSUA, Florence. *Chapitre 1 - Les conditions de (re) production de la LCR*. Presses de Sciences Po, 2006.
- KESSEL, Patrick. *Le Mouvement maoïste en France*. Paris : Union générale d'éditions, 1972.
- MATHIEU, Lilian. *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Paris : Textuel, 2010, 141 p.
- MAUGER, Gérard. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 68 », in CURAPP, *L'identité politique*, PUF, Paris : 1994, pp. 206-226.
- MUXEL, Anne. *Introduction / Qu'est-ce que l'âge en politique ?* Paris : Presses de Sciences Po 2011, 312p.
- MCADAM, Doug. *Freedom Summer : Luttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*. Marseille : Agone, 2012, 496 p.

PAGIS, Julie. *Mai 68, un pavé dans leur histoire : Evénements et socialisation politique*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2014, 339 p.

PLACIDE, Louis-Georges. *Les émeutes de décembre 1959 en Martinique : Un repère historique*. Paris : L'Harmattan, 2009, 256 p.

ROSS, Kristin, VIGNAUX, Anne-Laure. *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Marseille; Paris : Agone, 2010, 375 p.

TOMICHE, Paul. *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe : Tome 2, Mai 67, La Répression*. Paris : L'Harmattan, 2008, 280 p.

VIGNA, Xavier. *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : Essai d'histoire politique des usines*. Rennes : PU Rennes, 2007, 378 p.

YON, Karel. « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*. 1 juin 2005, vol. 70, n° 2, pp. 137-167.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. *Le Moment 68*. Seuil, 2013, 313 p.

## ***Glossaire des organisations***

- AGEAG** : Association Générale des Etudiants des Antilles et de la Guyane
- AGEC** : Association Générale des Etudiants Caribéens
- AGEG** : Association Générale des Etudiants Guadeloupéens
- AGEM** : Association Générale des Etudiants Martiniquais
- CDMT** : Confédération Démocratique Martiniquaise des Travailleurs
- CFDT** : Confédération Française Démocratique du Travail
- CGT** : Confédération Générale des Travailleurs
- CGTG** : Confédération Générale des Travailleurs de la Guadeloupe
- CGTM** : Confédération Générale des Travailleurs de la Martinique
- CO** : Combat Ouvrier (UCI, trotskiste)
- CTU** : Centrale des Travailleurs Unis
- GAP** : Groupes d’Action Prolétariens (maoïste)
- GONG** : Groupement des Organisations Nationales Guadeloupéennes (indépendantiste)
- GRS** : Groupe Révolution Socialiste (trotskiste, guévariste)
- K5F** : *Kolektif 5 févrié* – Collectif du 5 février
- LCR** : Ligue Communiste Révolutionnaire
- LKP** : *Liyannaj Kont Pwofitasyon* - Unité contre l’exploitation
- LO** : Lutte Ouvrière
- OJAM** : Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise (indépendantiste)
- PCF** : Parti Communiste Français
- PCG** : Parti Communiste Guadeloupéen
- PCM** : Parti Communiste Martiniquais
- UCI** : Union Communiste Internationaliste (trotskiste)